

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

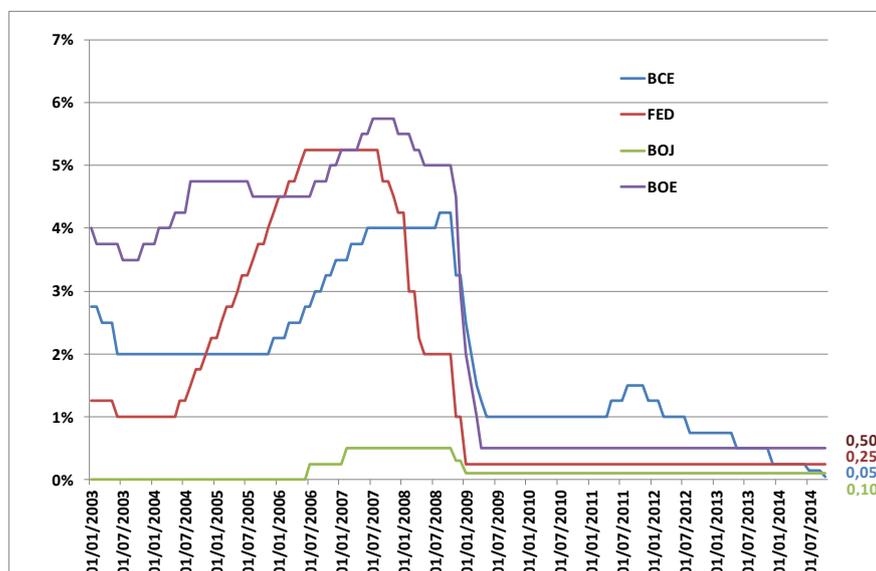
La BCE renforce les mesures d'assouplissement de sa politique monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 2 octobre 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Dans le sillage des décisions prises le 4 septembre 2014, nous avons également défini les principales modalités opérationnelles du programme d'achat de titres adossés à des actifs (asset - backed securities purchase programme - ABSPP) ainsi que du nouveau programme d'achat d'obligations sécurisées (covered bond purchase programme - CBPP3) (...). Les nouvelles mesures apporteront un soutien à des compartiments spécifiques du marché qui jouent un rôle essentiel dans le financement de l'économie. Elles amélioreront encore le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire, faciliteront l'offre de crédit à l'économie au sens large et auront des retombées positives sur d'autres marchés. (...) Conjuguée avec l'orientation déjà accommodante de la politique monétaire, la mise en œuvre résolue des nouvelles mesures étayera solidement l'ancrage des anticipations d'inflation à moyen et à long terme, à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À mesure qu'elles se transmettront à l'économie, toutes nos mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de notre objectif. S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. »

La déclaration introductive de Mario Draghi : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-02102014-declaration_introductive.pdf

Détail opérationnel des programmes d'achats de titres adossés à des actifs et des obligations sécurisées : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-annonce-operation-programme-achats-titres-02-10-2014.pdf

Taux directeur des principales banques centrales



Nouveaux billets

Bilan du renouvellement de la gamme de billets en F CFP

La période de double circulation de l'ancienne gamme de billets en F CFP avec la nouvelle s'est achevée le 30 septembre 2014 au soir. À cette date et depuis l'introduction des nouveaux billets en F CFP, 70 % des billets de l'ancienne gamme, représentant 9,2 millions de coupures, ont été retournés aux guichets de l'IEOM. À Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie, l'IEOM a récupéré respectivement 25 %, 59% et 87% des billets de l'ancienne gamme émis sur chacune des places. Désormais, seuls les nouveaux billets en F CFP ont cours légal et peuvent être utilisés comme moyen de paiement. Les échanges d'anciens billets s'effectuent sous certaines modalités aux guichets des agences IEOM ou dans des établissements partenaires de l'opération. Plus d'informations sur www.nouveauxbillets.nc, www.nouveauxbillets.pf, www.nouveauxbillets.wf.

Chômage

France : baisse du chômage en août

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est établi à 3 413 300 en France métropolitaine fin août 2014. Ce nombre baisse par rapport à la fin juillet 2014 (-0,3 %, soit -11 100). Sur un an, il croît de 5,2 %.

Chômage stable en ZE18 et en légère baisse dans UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en août 2014, stable comparé à juillet 2014, mais en baisse par rapport au taux de 12,0 % d'août 2013. Dans l'UE28 le taux de chômage s'est établi à 10,1 % en août 2014, niveau le plus bas enregistré depuis février 2012. Le taux d'août 2014 est en baisse par rapport au taux de 10,2 % de juillet 2014 et à celui de 10,8 % d'août 2013. Eurostat estime qu'en août 2014, 24,642 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,326 millions dans la zone euro. Par rapport à juillet 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 134 000 dans l'UE28 et de 137 000 dans la zone euro. Comparé à août 2013, le chômage a baissé de 1,745 million de personnes dans l'UE28 et de 834 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,7 %) ainsi qu'en Allemagne (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (27,0 % en juin 2014) et en Espagne (24,4 %).

Inflation

France : Recule de l'IPC

L'indice des prix à la consommation (IPC) recule de 0,4 % en septembre 2014, après une hausse de 0,4 % en août. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,1 % après une hausse de 0,1 % en août. Sur un an, l'IPC augmente de 0,3 % en septembre 2014, en léger repli par rapport au mois précédent (+0,4 %).

Baisse continue de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3 % en septembre 2014, en baisse par rapport au mois d'août, où il était de 0,4 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (1,1 %, contre 1,3 % en août), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (0,2 %, contre -0,3 % en août), des biens industriels hors énergie (0,1 %, contre 0,3 % en août), et de l'énergie (-2,4 % contre -2,0 % en août).

Asie

Chine : des mesures ciblées en soutien à l'économie

Le Premier ministre Li Keqiang a annoncé le lancement d'investissements dans les réseaux de transport d'information, de conservation d'eau et de protection environnementale. Ce soutien à l'économie s'accélère depuis le début du deuxième semestre 2014. Il répond à un retournement des secteurs de l'immobilier et de la construction. Le secteur tertiaire, jusqu'ici le plus dynamique, connaît lui aussi un tassement de sa croissance.

Actualité législative

Arrêté du 30 septembre 2014 modifiant l'arrêté du 1er mars 2012 relatif au registre unique prévu à l'article L. 512-1 du code des assurances et à l'article L. 546-1 du code monétaire et financier:

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029524985&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

Arrêté du 30 septembre 2014 relatif à la capacité professionnelle des intermédiaires en financement participatif :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do;jsessionid=?cidTexte=JORFTEXT000029525001&dateTexte=&oldAction=dernierJO&categorieLien=id>

2 – Actualité régionale

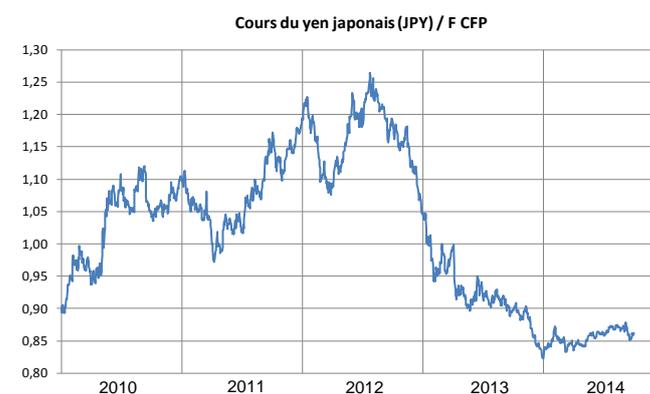
Chine : des mesures ciblées en soutien à l'économie

Le Premier ministre Li Keqiang a annoncé le lancement d'investissements dans les réseaux de transport d'information, de conservation d'eau et de protection environnementale. Ce soutien à l'économie s'accélère depuis le début du deuxième semestre 2014. Il répond à un retournement des secteurs de l'immobilier et de la construction. Le secteur tertiaire, jusqu'ici le plus dynamique, connaît lui aussi un tassement de sa croissance.



Japon : repli économique au 2^{ème} trimestre

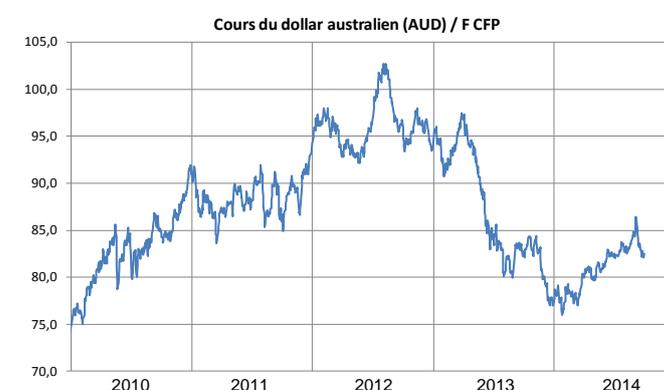
Le PIB japonais recule de 1,7 % sur le deuxième trimestre, après +1,6 % au trimestre précédent. Cette baisse de l'activité économique s'explique principalement par la contraction des dépenses des ménages en réaction à la hausse de 3 points du taux de la taxe sur la consommation, qui est passé à 8 % début avril. Sur un an, le PIB japonais recule légèrement (-0,1 %). En août, le niveau moyen de dépenses de consommation des ménages composés de plus de deux personnes a diminué de 4,7 % en termes réels, par rapport à l'année précédente.



Australie : baisse du chômage au mois d'août 2014

La croissance économique australienne a ralenti au 2^{ème} trimestre 2014 en volume (+0,5 % CVS, contre +1,1 % au trimestre précédent). Cependant, le taux de chômage en août a reculé à 6,1 %, contre 6,4 % en juillet. Le nombre de chômeurs a diminué pour atteindre 755 100 personnes (-33 500). 121 000 nouveaux emplois ont été enregistrés au mois d'août, dont une grande partie à temps partiel.

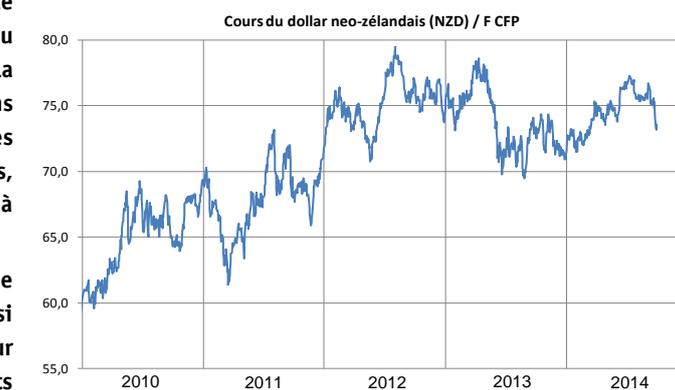
Lors de sa réunion du 3 septembre 2014, la banque centrale australienne (RBA) a reconduit à +2,5 % son taux directeur principal, inchangé depuis le 7 août 2013, dans un contexte d'inflation modérée (+0,5 % sur le trimestre et 3,0 % sur un an).



Nouvelle-Zélande : amélioration de la balance commerciale pour le mois d'août 2014

Dans un contexte de relative stabilité de la croissance (+0,7 % au deuxième trimestre, après +1,0 % au trimestre précédent), le déficit commercial de la Nouvelle-Zélande s'est résorbé en août à 472 millions de dollars, contre 1 236 millions un an plus tôt. Les exportations de bovins vivants, de matières grasses, de lait et de fromage ont particulièrement contribué à cette diminution.

Lors de sa réunion du 11 septembre, la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a elle aussi décidé de laisser inchangé son taux directeur principal, à 3,5 %, après plusieurs relèvements successifs.



3 – Brèves économiques locales

Comité des signataires de l'Accord de Nouméa

Le XII^{ème} comité des signataires s'est réuni le 3 octobre 2014 à Paris, sous la présidence du Premier ministre, M. Manuel Valls, et en présence de Mme George Pau-Langevin, ministre des Outre-mer. Il a réuni les signataires historiques de l'accord de Nouméa du 5 mai 1998 à l'exception de l'Union Calédonienne, les parlementaires, les représentants des institutions de la Nouvelle-Calédonie et pour la première fois, les forces politiques représentées par un groupe au Congrès de la Nouvelle-Calédonie. Étaient également présents M. Marc Vizy, conseiller du Président de la République, M. Vincent Bouvier, Haut-commissaire de la République, ainsi que M. Thomas Degos, directeur général des Outre-mer.

Les différents points inscrits à l'ordre du jour (l'avenir institutionnel, les listes électorales, les transferts de compétences et la stratégie Nickel) ont été débattus et ont donné lieu, pour certains, à la mise en place de groupes de travail ad hoc.

Construction de la centrale électrique de l'usine Doniambo

Les Conseils d'Administration d'ERAMET du 30 septembre 2014 et de la Société le Nickel (SLN) du 2 octobre 2014 ont retenu le groupe français Eiffage parmi pour la construction de la centrale à charbon à l'usine Doniambo de la SLN. La prise de décision finale concernant ce projet est prévue au deuxième trimestre 2015. Le montant global de cet investissement est de l'ordre de 80 milliards de F CFP, soit l'un des plus importants de la SLN depuis plusieurs décennies.

Dans un communiqué, la SLN indique que ce projet vise à pérenniser l'alimentation électrique de l'usine pyro métallurgique pour les prochaines décennies, avec deux principaux enjeux : la conformité aux normes métropolitaines et la baisse du coût de l'électricité.

8^{ème} Comité de suivi sur le partenariat UE-PTOM

Un comité sur le partenariat Union Européenne - Pays et Territoires d'Outre-mer (UE-PTOM) s'est tenu le 29 septembre 2014 à la Maison de Nouvelle-Calédonie, à Paris. Organisée par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie en concertation avec le Ministère des Outre-mer, cette réunion a permis de faire un point d'étape sur l'assistance financière de l'UE et d'échanger sur le positionnement des PTOM français au sein de la Commission européenne. Dans le cadre du 11^{ème} FED (Fonds Européen de Développement) concernant la période 2014-2020, les PTOM bénéficient d'une enveloppe financière totale de 364,5 millions d'euros, soit 43,5 milliards de F CFP. La présidente du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, Cynthia Ligeard, a annoncé sa volonté d'orienter le budget FED du Territoire vers l'emploi et l'insertion des populations les plus éloignées de l'activité professionnelle.

Mesures pour améliorer le trafic Internet

Le Conseil d'Administration de l'OPT-NC, sous la présidence de M. Thierry Cornaille, s'est réuni le 23 septembre 2014. Les principales délibérations du Conseil ont abouti à une série de mesures effectives à compter du 1^{er} novembre 2014, dont certaines visent à améliorer et fluidifier le trafic Internet sur le Territoire.

L'OPT a annoncé une baisse de ses tarifs auprès des fournisseurs d'accès Internet (FAI), suite à une renégociation des tarifs d'interconnexion à l'international. Ces mesures devraient permettre aux FAI d'améliorer la qualité de l'Internet (en achetant davantage de bande passante) et de réduire la facture finale pour les consommateurs.

Par ailleurs, l'Office a annoncé la mise en place de mesures techniques visant à « rapprocher » les internautes calédoniens des contenus audiovisuels délivrés par Google et Akamai. A partir du 30 septembre 2014, ils y accéderont depuis le « Trafic Internet local », dont le coût au Mb/s est inférieur à celui de l'international.

Projet d'antenne pénitentiaire en Province Nord

Le Ministère de la Justice a annoncé lors de la présentation du budget 2015, le 1^{er} octobre 2014 à Paris, la construction d'un établissement pénitentiaire en Province Nord, à Koné, qui devrait débiter fin 2016. Le lancement de ce projet a par ailleurs été confirmé lors du Comité des signataires, l'Etat ayant indiqué que les crédits nécessaires à cette nouvelle structure ont été inscrits par le Gouvernement dans le budget triennal 2016-2018.

Fête de la citoyenneté

La « Fête de la citoyenneté » du 24 septembre organisée dans le Territoire par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a été marquée cette année par un déplacement de ce dernier pour une célébration à Ouvéa, dans le district de Fayaoué, en partenariat avec la mairie d'Ouvéa et avec la participation du Conseil coutumier de l'Aire Iaaï et de la Province des Iles Loyauté.

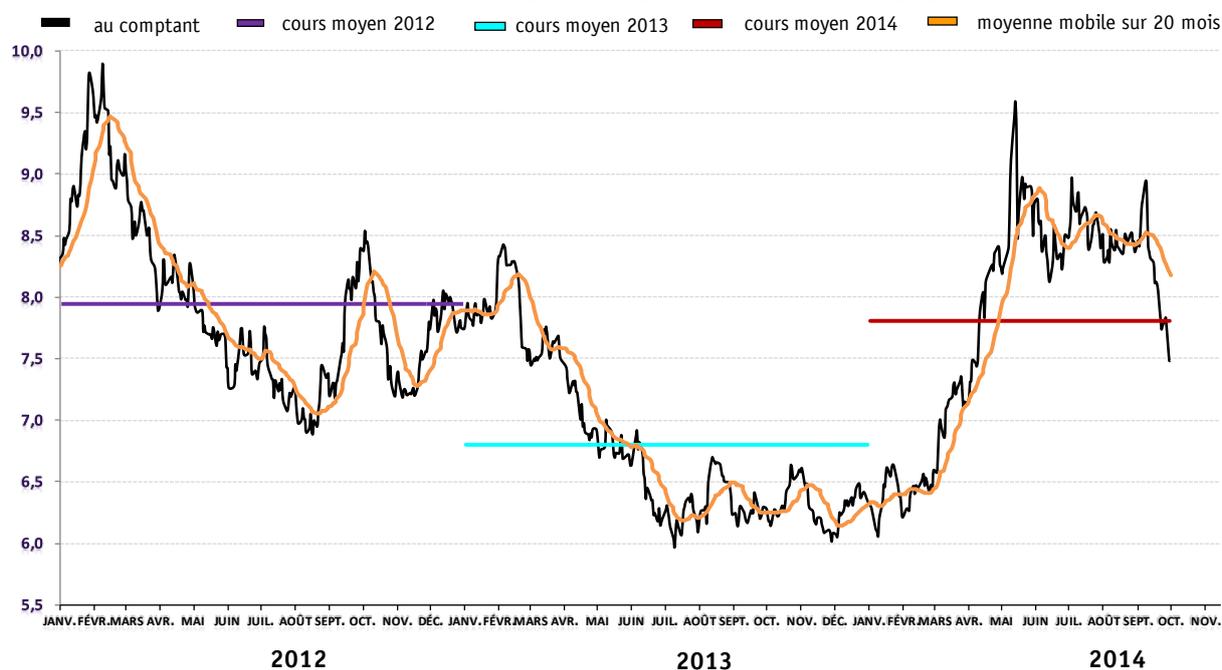
4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		sept.-14	105,2	0,0%	0,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		juil.-14	7 638	3,6%	14,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	juil.-14	9 655	-14,1%	17,8%
	cumulées	juil.-14	64 369	-	-4,0%
Importations	mensuelles	juil.-14	26 691	6,4%	4,1%
	cumulées	juil.-14	166 107	-	-0,4%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		sept.-14	8,20	-2,7%	31,2%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		sept.-14	759	0,5%	36,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juil.-14	332	-26,6%	ns*
	cumulées	juil.-14	2 686	-	22,2%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	juil.-14	4 979	-18,8%	-7,4%
	cumulées	juil.-14	40 034	-	4,4%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	août-14	9 006	-2,8%	4,4%
	cumulés	août-14	62 325	-	-5,0%
• Nuitées	mensuels	mars-14	44 543	-1,0%	-10,1%
	cumulés	mars-14	140 269	-	-3,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		mars-14	58%	+ 1,9 pt	+ 2,1 pts
• Croisiéristes (p)		avr.-14	158 452	-	16,1%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%
• Index BT 21 (p)		août-14	101,60	0,0%	-0,1%
• IRL (p)		août-14	119,83	0,0%	0,3%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	juil.-14	203	92,7%	27,0%
	cumulées	juil.-14	750	-	37,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	juil.-14	289	79,9%	23,8%
	cumulées	juil.-14	1 130	-	-5,5%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-14	539	-0,9%	14,9%
	cumulées	sept.-14	4 732	-	-2,3%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

* en raison d'un arrêt de la production à l'usine du Grand Sud, suite à un incident en mai 2013

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-12	sept.-13	sept.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	16 117	16 372	16 319	1,6%	-0,3%
Dépôts à vue	241 656	263 945	290 476	9,2%	10,1%
Total M1	257 773	280 317	306 795	8,7%	9,4%
M2-M1	103 660	109 179	114 479	5,3%	4,9%
Total M3	561 704	606 340	601 820	7,9%	-0,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-12	juin-13	juin-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	435 712	454 464	437 141	4,3%	-3,8%
Ménages	395 785	405 638	409 744	2,5%	1,0%
Collectivités locales	54 132	67 761	76 941	25,2%	13,5%
Autres agents	14 771	16 483	13 553	11,6%	-17,8%
Total encours sain	900 400	944 347	937 379	4,9%	-0,7%
Créances douteuses brutes	19 741	21 350	29 553	8,1%	38,4%
Total encours brut	920 141	965 696	966 932	5,0%	0,1%

Interdits bancaires

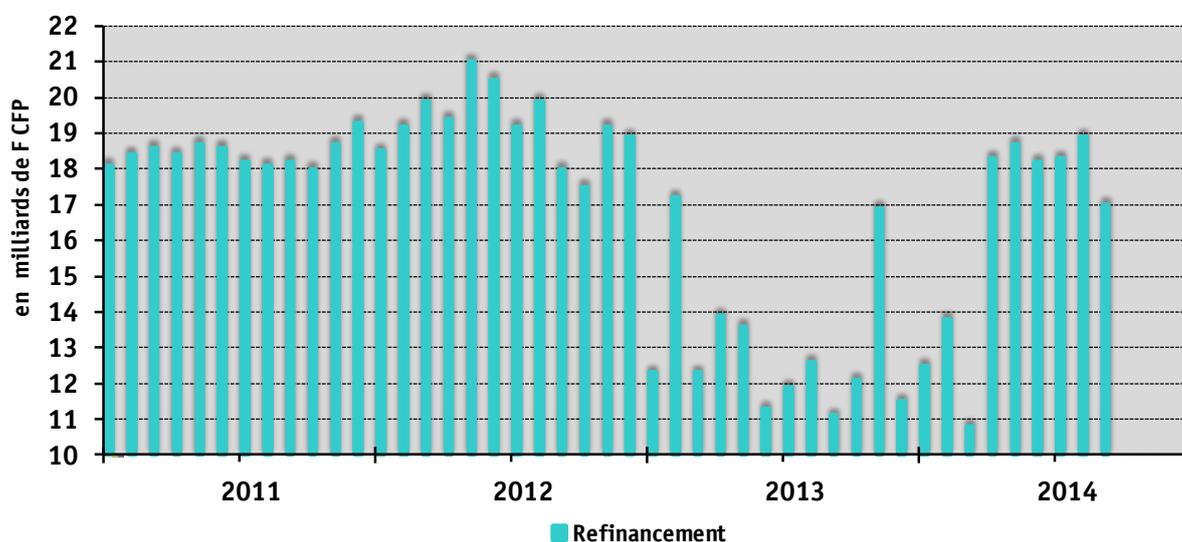
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock août-14	7 859	0,1%	1,3%
	dont personnes physiques août-14	6 978	0,2%	1,3%
	dont personnes morales août-14	881	0,0%	1,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	sept.-14	17 047	2,5%	12,2%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	sept.-14	5 190	1,3%	14,5%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises sept.-14	17,0	-9,9%	53,7%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var.
Indice des prix à la consommation	sept	104,5	105,2	0,7%
Entreprises				
nombre d'entreprises	juin	55 179	57 202	3,7%
dont entreprises sans salarié	juin	48 550	50 555	4,1%
créations d'entreprises (p)	juin	1 902	1 837	-3,4%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 711	1 700	-0,6%
liquidations judiciaires	juin	48	47	-2,1%
redressements judiciaires	juin	25	23	-8,0%
personnes morales en interdiction bancaire	août	867	881	1,6%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	14 303	16 624	16,2%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	4 340	5 900	36,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	2 879	2 805	-2,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	90 064	91 386	1,5%
dont secteur privé	juin	64 892	65 609	1,1%
dont secteur public	juin	25 172	25 777	2,4%
demandes d'emploi de fin de mois	juil	6 681	7 638	14,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juil	6 568	7 435	13,2%
chômeurs indemnisés	juil	1 997	2 476	24,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	6 890	6 978	1,3%
décisions retraits cartes bancaires	août	2 032	2 166	6,6%
incidents paiements sur chèques	août	25 548	20 594	-19,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	4 845	4 732	-2,3%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	11 516	11 366	-1,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	16 424	16 248	-1,1%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 485	8 429	-0,7%
Echanges				
nombre de touristes	août	65 613	62 325	-5,0%
nombre de croisiéristes	avr	136 512	158 452	16,1%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	mars	55,0%	56,1%	1,1 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	sept	6,98	7,81	11,9%
cours du nickel au LME en \$/lb	sept	6,25	8,20	31,2%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	juil	2 198	2 686	22,2%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	juil	9 461	10 019	5,9%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	juil	38 508	40 034	4,0%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	juil	48 897	48 199	-1,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	juil	793	750	-5,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	juil	1 195	1 130	-5,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	juil	59 552	59 348	-0,3%
part de ces produits dans le total des exportations	juil	88,9%	92,2%	3,3 pts
total des importations (M FCFP)	juil	166 694	166 107	-0,4%
total des exportations (M FCFP)	juil	67 023	64 369	-4,0%
taux de couverture	juil	40,21%	38,75%	-1,5 pts
recettes douanières (M FCFP)	août	31 474	31 550	0,2%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	sept	263 945	290 476	10,1%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire)	sept	280 317	306 795	9,4%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret)	sept	389 496	421 274	8,2%
Dépôts à termes	sept	216 805	180 546	-16,7%
M3 (M2 + Dépôts à termes)	sept	606 340	601 820	-0,7%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises)	sept	3 712	4 028	8,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme *	juin	nd	3,45%	nd
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme *	juin	nd	4,50%	nd
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers*	juin	nd	3,50%	nd
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation*	juin	nd	7,61%	nd
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	juin	965 696	966 932	0,1%
Ménages	juin	405 638	409 744	1,0%
dont crédits à la consommation	juin	73 760	73 290	-0,6%
dont crédits à l'habitat	juin	325 743	330 988	1,6%
Entreprises	juin	454 464	437 141	-3,8%
dont crédits d'exploitation	juin	84 951	74 670	-12,1%
dont crédits d'investissement	juin	238 235	229 676	-3,6%
dont crédits à la construction	juin	115 268	117 822	2,2%
Collectivités locales	juin	67 761	76 941	13,5%
dont d'investissement	juin	65 661	75 082	14,3%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	16 483	13 553	-17,8%
créances douteuses brutes	juin	21 350	29 553	38,4%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,2%	3,1%	0,8 pt
ensemble des actifs financiers	juin	697 445	710 288	1,8%
Ménages	juin	364 728	382 948	5,0%
Sociétés	juin	218 792	217 966	-0,4%
Autres agents	juin	113 925	109 374	-4,0%
dont assurances-vie	juin	103 970	109 764	5,6%

(p) : données trimestrielles provisoires

* Compte tenu d'un changement de méthodologie intervenu au T4 2013, la variation en glissement annuel n'est pas calculable.

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

2 – Actualité régionale

Essor de la filière troca au Samoa

Soutenue par le gouvernement samoan depuis les années 1990, l'exploitation du troca présente un potentiel de croissance. Le *Trochus Niloticus* ou « troca » est un mollusque gastéropode prisé pour sa chair, source de protéines pour les populations côtières. La coquille du mollusque nacrier peut être utilisée dans la fabrication de bijoux, de boutons ou de créations artisanales mais n'est pas valorisée au Samoa. La forte demande de troca a entraîné l'exploitation intensive du mollusque pesant sensiblement sur la ressource. L'introduction de troca en provenance de Fidji et du Vanuatu en 2003 et 2006 s'est révélée être une mesure efficace de gestion des stocks. La ressource étant désormais bien établie, le service des pêches du Samoa œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), à mettre en place des mesures de gestion permettant l'exploitation durable du troca.

Nouveau succès du laboratoire pharmaceutique Sanofi Pasteur dans la lutte contre la dengue

Le laboratoire pharmaceutique Sanofi Pasteur a annoncé le 3 septembre dernier que la dernière étape de l'étude d'efficacité de phase 3 pour son candidat vaccin contre la dengue a rempli son objectif clinique principal. La dengue est une infection transmise par les moustiques qui sévit dans les régions tropicales et subtropicales du monde entier. L'efficacité du vaccin a été observée contre chacun des quatre sérotypes du virus. Les résultats montrent une efficacité globale de 60,8 % des cas de dengue sur les enfants et adolescents âgés de 9 à 16 ans et une réduction de 80,3 % du risque d'hospitalisation pendant la durée de l'étude. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime à 50 millions le nombre de cas annuels, dont 500 000 sous forme de dengue hémorragique mortelle dans plus de 20 % des cas. Deux milliards et demi de personnes vivent dans des zones à risque. Plus de 70 % de cette population se situe dans la zone Asie-Pacifique. En 2014, une augmentation du nombre de cas est observée en Malaisie, aux îles Cook, à Fidji et au Vanuatu. La confirmation du vaccin constituerait une avancée dans la lutte contre ce virus et participerait à la réalisation des objectifs de l'OMS qui vise à réduire d'au moins 50 % le taux de mortalité et d'au moins 25 % le taux de morbidité¹ d'ici 2020.

Signature des programmes de développement au titre du 11^{ème} FED

Le 2 septembre 2014 à Apia (Samoa), M. Andris Piebalgs, Commissaire européen au développement, et les représentants de 21 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) ont cosigné des programmes indicatifs nationaux au titre du 11^{ème} Fonds européen de développement (FED) pour un montant total de 40,5 milliards de F CFP (339 millions d'euros). L'enveloppe destinée aux dix pays du Pacifique pour la période 2014-2020 s'élève à 19,3 milliards de F CFP (161,93 millions d'euros). Le 15 septembre, une délégation du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) se rendait à Bruxelles pour la signature d'un protocole d'accord entre l'Union européenne (UE) et la CPS, consacrant le rôle et l'engagement de l'UE à l'égard de la Communauté du Pacifique. À cette occasion, les perspectives de développement de la région Pacifique dans le cadre des activités envisagées au titre du 11^{ème} FED ont été évoquées. Rappelant que l'UE est le premier bailleur de fonds de la CPS, M. Tukuítonga, Directeur Général de l'organisation, s'est réjoui de constater l'enthousiasme exprimé par ses interlocuteurs européens pour une collaboration accrue.

Un traité de pêche à plus de 8 milliards de F CFP (90 millions de dollars US)

Mercredi 8 octobre 2014, un traité de pêche historique a été conclu à Hawaï entre les 17 pays membres de l'Agence des pêches du Forum des îles du Pacifique et les États-Unis. Le traité de pêche offre aux États-Unis 8 300 journées de pêche dans le Pacifique en 2015. Le produit de l'accord sera proportionnellement réparti en fonction des lieux de captures des prises américaines. Ainsi, les pays de l'Accord de Nauru² et Tokelau, dont les droits de pêche représentent le principal revenu, recevront la majeure partie de cette somme. Le reste de l'enveloppe sera équitablement distribuée entre les autres pays de l'Agence des pêches pour financer des projets de développement. La baisse régulière du nombre de journées de pêche accordées a pour objectif de préserver la ressource de thonidés et entraîne la hausse du prix des licences de pêche (+42 % par rapport à 2013).

¹ Nombre d'individus atteints par une maladie dans une population donnée et pendant une période déterminée.

² Les pays de l'Accord de Nauru sont : les îles Salomon, Tuvalu, les îles Marshall, les États Fédérés de Micronésie, Kiribati, la Papouasie Nouvelle-Guinée, Palau et Nauru.

3 – Brèves locales

Séminaire de réflexion sur l'avenir de Wallis-et-Futuna à l'horizon 2030

Un séminaire de réflexion sur l'avenir de Wallis-et-Futuna à l'horizon 2030 s'est tenu le jeudi 4 septembre au Fale de la République. Organisée par l'Administration Supérieure des îles de Wallis-et-Futuna, cette séance de travail de prospective sur l'avenir du Territoire a rassemblé les représentants de l'État, le Sénateur, le Député, le Président de l'Assemblée territoriale, les élus territoriaux, la chefferie coutumière, le Président de la CCIMA, le Président du Conseil consultatif social et économique, l'Évêque du Diocèse, les Secrétaires généraux des syndicats et l'Institut d'Émission d'Outre-mer.

Un bilan de la stratégie de développement durable sur la période 2002-2015 a été présenté avant d'articuler les échanges autour de projets de développement potentiels. Divers groupes de travail sur les problématiques liées au développement du Territoire ont été constitués et contribueront à alimenter la réflexion pour l'adoption dans les mois qui viennent d'un plan stratégique de développement.

Intervention de l'Agence française de développement (AFD) pour le financement du projet de téléphonie mobile

Le 9 septembre 2014, Michel Aubouin, Administrateur Supérieur des îles Wallis-et-Futuna et Karine Martin de Frémont, Directrice de l'Agence française de développement à Nouméa, ont signé une convention portant sur un prêt de 370 millions de F CFP accordé par l'AFD au Territoire de Wallis-et-Futuna. Cette enveloppe est destinée à financer la mise en service d'un réseau de téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna répondant à un besoin d'amélioration des infrastructures locales et contribuant au désenclavement du Territoire. Ce projet, dénommé Manuia, proposera, à l'aide d'un réseau 3G, extensible vers la 4G, un accès à la téléphonie mobile et à internet haut-débit.

Le projet poursuit un objectif de taux de couverture de la population de 75 % dans un délai de six mois après l'ouverture du réseau, qui sera porté à 90 % de la population à horizon de deux ans. Pour rappel, le projet est cofinancé par l'État français (subvention de 216 millions de F CFP), et devrait être complété par un prêt de la Caisse des Prestations Sociales de Wallis-et-Futuna (environ 200 millions de F CFP).

Évolution de l'offre de soins à l'Agence de santé

Le Conseil d'administration de l'Agence de santé de Wallis-et-Futuna a validé un plan directeur pour les cinq prochaines années afin d'améliorer les structures de soins existantes. Le projet d'investissement de l'Agence de santé s'articule autour de trois objectifs : la prévention, la coopération, notamment avec la Nouvelle-Calédonie dont une convention pourrait être signée en fin d'année et l'acquisition d'équipements permettant à la population d'accéder à une offre de soins plus complète. L'Agence de santé prévoit en effet de se doter d'un mammographe et d'un scanner. La mammographie, qui devrait être opérationnelle fin 2014, permettra de mener des actions de prévention et de dépistage. L'installation du scanner suppose la construction préalable d'un bâtiment pour accueillir cet appareil de haute technicité ; les études afférentes à ce chantier devraient couvrir l'année 2015. D'autres constructions sont inscrites au plan directeur incluant un bâtiment pour abriter le nouveau bloc obstétrical ainsi qu'une extension de la zone d'hospitalisation qui permettra une complète restructuration des services aux patients. Un effort de restructuration sera parallèlement entrepris à Futuna afin d'améliorer l'accueil et la prise en charge des patients au service des urgences.

Sénatoriales : Robert Laufoaulu réélu

Les élections sénatoriales de 2014 à Wallis-et-Futuna ont eu lieu le dimanche 28 septembre. Le candidat sortant, Robert Laufoaulu (Union pour un mouvement populaire, UMP), était opposé à Vetelino Nau (Parti socialiste, PS). Robert Laufoaulu a été réélu pour un mandat de six années au suffrage universel indirect (68,18 % des voix des grands électeurs de la Collectivité). Son opposant, Vetelino Nau a obtenu 31,82 % des voix.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

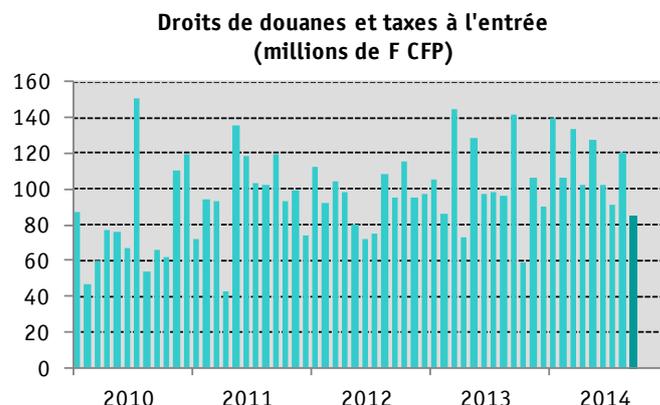
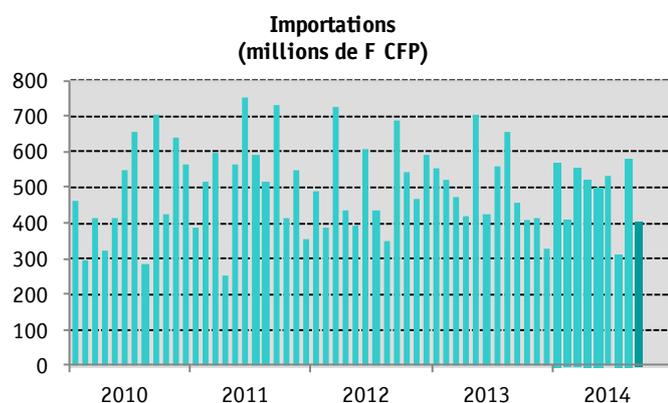
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T 14		114,73	-	-0,5%
SMIG mensuel en XPF	sept-14		90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés	mars-13		2 094	-	4,1%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	sept-14	403	-30,4%	-11,6%
	cumulées	sept-14	4 379	-	-8,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	sept-14	86	-29,1%	-39,6%
	cumulés	sept-14	1 010	-	4,1%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	sept-14	35	2,2%	-89,3%
	cumulées	sept-14	347	-	5,9%

SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-14	1 607	16,9%	-2,1%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	638	12,4%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-14	145	3,8%	3,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	juin-14	2 209	38,9%	-8,8%
	cumulé	juin-14	12 649	-	-7,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	juin-14	1 439	83,8%	28,5%
	cumulé	juin-14	6 602	-	13,0%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	sept-14	3	0,0%	50,0%
	cumulées	sept-14	27	-	-30,8%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	sept-14	14	-12,5%	16,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

nc : non communiqué

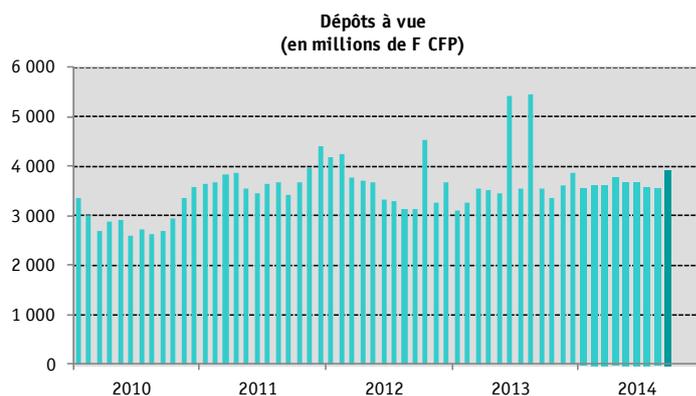
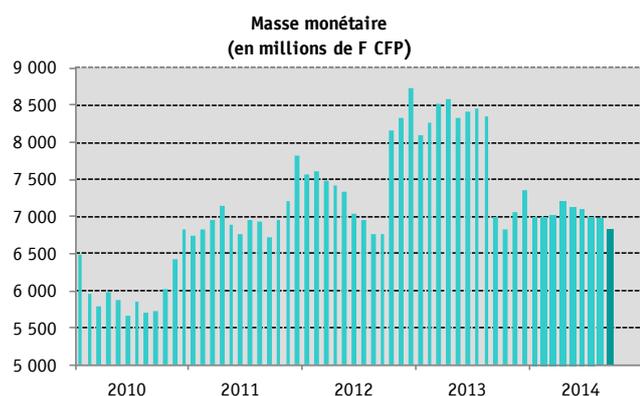


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Léger repli de la masse monétaire sur le mois et sur l'année

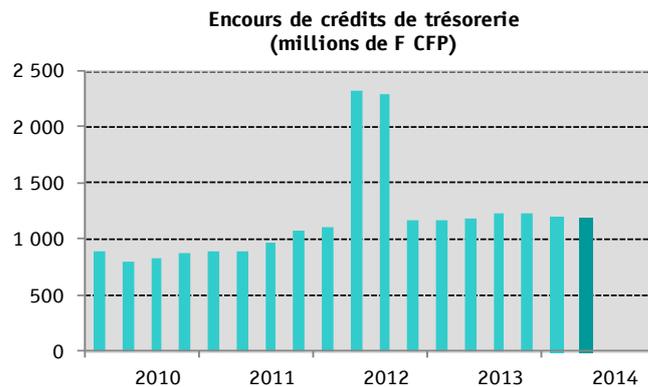
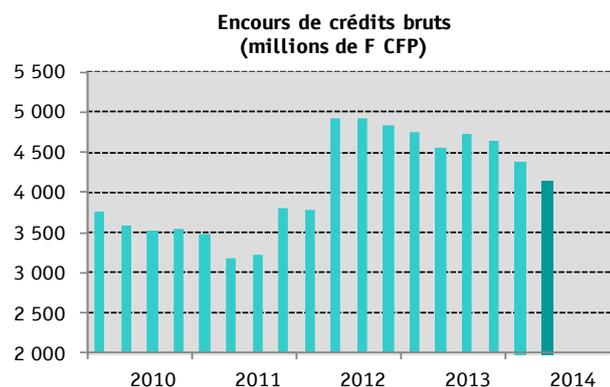
en millions de F CFP	sept-13	août-14	sept-14	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 132	2 126	2 090	-1,7%	-2,0%
Dépôts à vue	3 546	3 526	3 930	11,4%	10,8%
Total M1	5 678	5 653	6 019	6,5%	6,0%
M2-M1	482	513	507	-1,0%	5,2%
Total M3	7 002	6 984	6 816	-2,4%	-2,6%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

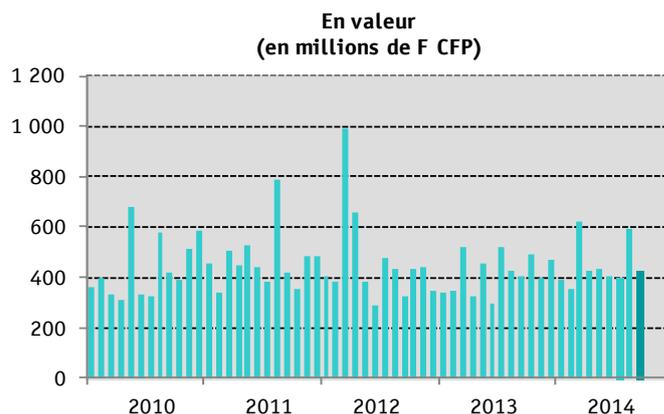
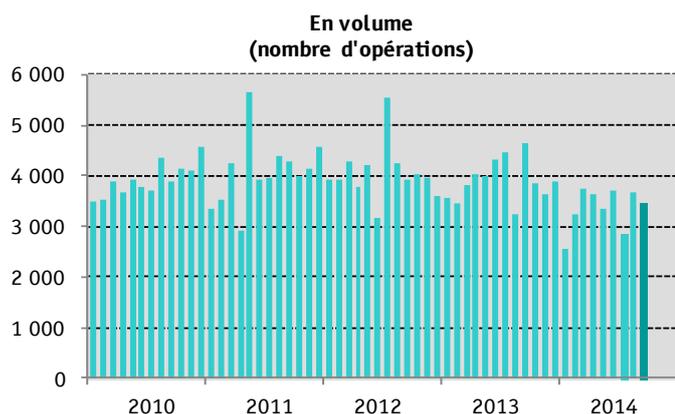
en millions de F CFP	juin-12	juin-13	juin-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 324	1 188	1 178	-0,8%
Crédits à l'équipement	1 429	2 161	1 975	-8,6%
Crédits à l'habitat	401	447	348	-22,2%
Autres crédits	263	283	201	-29,1%
Total encours sain	4 418	4 079	3 702	-9,3%
Créances douteuses brutes	508	473	447	-5,4%
Total encours brut	4 926	4 552	4 149	-8,9%



Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation en rythme mensuel

	sept-13	août-14	sept-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 648	3 684	3 454	30 266	-6,2%	-25,7%
Compensation (en millions de CFP)	405	594	425	4 035	-28,3%	5,0%



Incidents bancaires

Progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	août-13	juil-14	août-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	99	85	144	650	69,4%	45,5%
Retraits de cartes bancaires	0	1	0	13	-100,0%	-

Interdits bancaires

Augmentation du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	août-13	juil-14	août-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	360	341	369	8,2%	2,5%
- dont personnes physiques	347	327	354	8,3%	2,0%
- dont personnes morales	13	14	15	7,1%	15,4%

Cotation

Progression du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	sept-13	août-14	sept-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	41	48	48	0,0%	17,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	13	16	23,1%	-5,9%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	115,33	114,73	-0,5%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	13	15	15,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	septembre	681	659	-3,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	septembre	80	137	70,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	septembre	77	58	-24,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 094	2 201	5,1%
dont secteur privé	mars	853	878	2,9%
dont secteur public	mars	1 241	1 323	6,6%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	347	354	2,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	août	16	13	-18,8%
incidents paiements sur chèques (nb)	août	552	650	17,8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	septembre	1 325	1 134	-14,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	septembre	694	655	-5,7%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	septembre	238	203	-14,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	septembre	79	70	-11,4%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	septembre	4 771	4 379	-8,2%
exportations	septembre	-	-	-
recettes douanières	septembre	1 307	1 388	6,2%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	septembre	970	1 010	4,1%
dont taxes intérieures de consommation	septembre	327	347	5,9%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	septembre	3 546	3 930	10,8%
M1	septembre	5 678	6 019	6,0%
M2	septembre	6 161	6 527	5,9%
Dépôts à terme	septembre	841	290	-65,6%
M3	septembre	7 002	6 816	-2,6%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
	juin	4 552	4 149	-8,9%
Ménages	juin	1 537	1 431	-6,9%
dont crédits à la consommation	juin	1 212	1 194	-1,5%
dont crédits à l'habitat	juin	325	237	-27,1%
Entreprises	juin	2 248	2 055	-8,6%
dont crédits d'exploitation	juin	17	9	-49,5%
dont crédits d'investissement	juin	1 937	1 789	-7,6%
Collectivités locales	juin	224	186	-17,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	70	31	-56,3%
créances douteuses brutes	juin	473	447	-5,4%
taux de créances douteuses	juin	10,4%	10,8%	+0,5 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	3 066	3 134	2,2%
dont assurances-vie	juin	964	1 070	11,0%
Sociétés	juin	1 535	1 603	4,4%
Autres agents	juin	3 837	2 263	-41,0%

2 – Brèves économiques locales

Institutions : signature d'une convention entre la Polynésie française et l'AFD

Le Président de la Polynésie française, Edouard Fritch, et le directrice générale de l'AFD, Anne Paugam, ont signé le 15 octobre à Paris un accord-cadre portant sur les trois prochaines années. L'AFD apportera un soutien au Pays par le biais de financements de projets, d'un appui technique et d'un appui institutionnel et financier auprès d'autres institutions ou bailleurs de fonds. Les politiques visées porteront sur la transition énergétique, la préservation de la biodiversité, le tourisme, le secteur primaire, l'aménagement urbain, le logement social, la santé et la formation professionnelle.

Coopération européenne : une enveloppe de 3,6 milliards de F CFP allouée à la Polynésie française

Dans le cadre du 11^e FED (Fonds européen de développement), une enveloppe de 3,6 milliards de F CFP a été allouée à la Polynésie française contre 2,4 milliards sur la période 2008-2013, soit 30 % de plus par an. Les projets financés dans ce cadre porteraient sur le tourisme. En complément de cette allocation, une enveloppe de 4,29 milliards de F CFP a été attribuée aux quatre PTOM (Pays et territoires d'Outre-mer) du Pacifique pour la période 2014-2020.

Finance : signature d'un accord de refinancement de 45 millions d'euros entre l'AFD et la Socredo

L'Agence française de développement (AFD) a signé avec sa filiale la banque Socredo un accord de refinancement de 45 millions d'euros. Cet accord permet de financer l'activité de crédit de la banque.

Régime de solidarité : L'IGAS propose 66 mesures pour assurer un retour à l'équilibre du RST

L'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) propose 66 mesures pour assurer un retour à l'équilibre du Régime de solidarité territorial (RST). La dette accumulée par le régime maladie est estimée à 12,5 milliards de F CFP à fin 2013. La mission propose notamment l'affiliation des agents et pensionnés de l'État au régime des salariés ainsi qu'une baisse des tarifs des professionnels de la santé et des prix des médicaments remboursables. Par ailleurs, un retour de l'État au financement du RST a été confirmé par le premier ministre et un groupe de travail a été constitué pour déterminer les modalités de cette participation.

Énergie renouvelable : EDT investit 3,8 milliards de F CFP dans la réhabilitation de ses installations hydroélectriques

Électricité de Tahiti (EDT), au travers de sa filiale Marama Nui, couvre 30 % des besoins électriques de Tahiti grâce à quinze centrales hydroélectriques réparties dans cinq vallées. Le groupe s'apprête à lancer simultanément un projet d'optimisation des installations existantes, afin d'augmenter leurs rendements, et un programme de réhabilitation des barrages représentant 3,8 milliards de F CFP d'investissements, dont 45 % ont déjà été engagés.

Politique énergétique : le Pays et l'ADEME s'engagent à mobiliser 97 millions de F CFP en 2014

Afin d'accompagner sa politique énergétique, la Polynésie française poursuit sa démarche contractuelle avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME). Dans ce cadre, le Pays et l'ADEME s'engagent à mobiliser chacun 96,9 millions de F CFP en 2014 dans les domaines de l'énergie et du traitement des déchets. Près de 80 opérations ont été mises en place pour un budget total de 512 millions de F CFP entre 2010 et 2013.

Tourisme : tenue de la conférence annuelle du GIE Tahiti Tourisme

La conférence annuelle du GIE Tahiti Tourisme s'est tenue du 7 au 9 octobre et a été l'occasion d'exposer aux professionnels du secteur les projets et plans d'actions envisagés pour l'année 2015, ainsi que les orientations stratégiques du secteur du tourisme en Polynésie française. Par ailleurs, le 4 septembre dernier, le Pays a attribué au GIE Tahiti Tourisme une subvention exceptionnelle de 875 millions de F CFP pour financer ses actions de promotion et d'animation. Récemment, le groupement a également animé la journée mondiale du tourisme le 27 septembre à Tahiti et a tenu un stand au salon professionnel Top Resa fin septembre à Paris, en partenariat avec Air Tahiti Nui.

AFD : restitution d'une étude sur les processus culturels du changement en Polynésie française

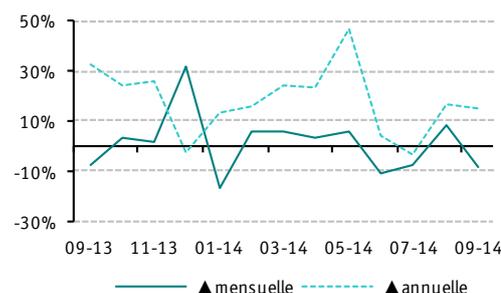
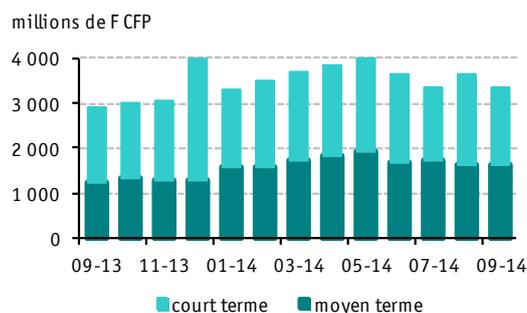
L'étude, intitulée « *Comprendre les processus culturels du changement pour mieux accompagner les politiques publiques de développement territorial* », vise à replacer la dimension culturelle polynésienne au sein de la décision des politiques publiques, notamment dans l'aménagement, le logement social et le tourisme. Les résultats de l'enquête ont fait l'objet d'un ensemble de restitutions orales la première semaine d'octobre auprès des communes étudiées à Nuku Hiva, Rangiroa, Moorea et Tahiti. L'étude complète sera publiée début 2015.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Repli du refinancement en septembre

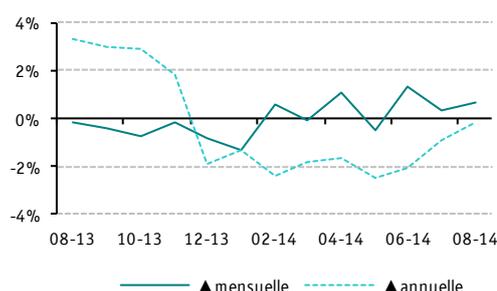
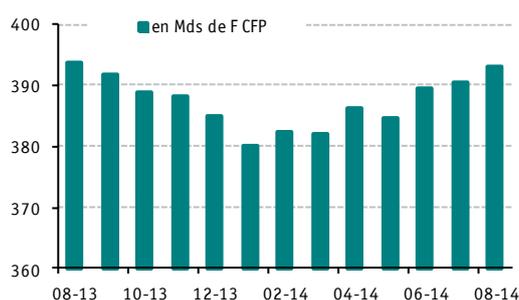
en millions de F CFP	sept-13	août-14	sept-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 704	2 038	1 734	-14,9%	1,8%
Utilisations à moyen terme	1 195	1 614	1 604	-0,6%	34,3%
Refinancement total	2 899	3 652	3 338	-8,6%	15,2%



Masse monétaire

Augmentation de la masse monétaire sur le mois

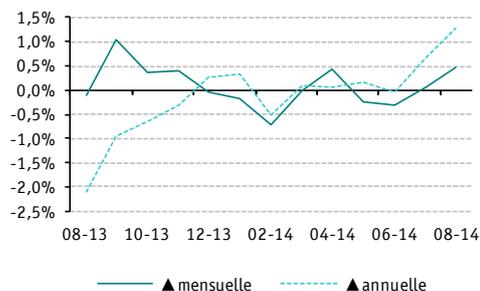
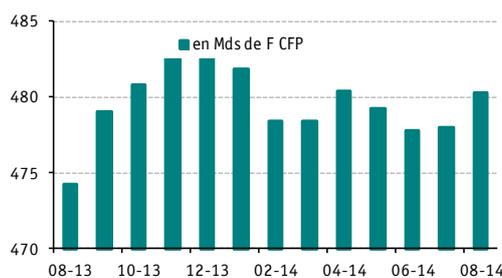
en millions de F CFP	août-13	juil-14	août-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 012	12 938	12 815	-1,0%	-14,6%
Dépôts à vue	153 610	152 929	155 466	1,7%	1,2%
Comptes sur livrets	98 427	99 346	98 709	-0,6%	0,3%
Comptes d'épargne logement	426	399	397	-0,5%	-6,7%
Dépôts à terme	124 265	123 139	123 680	0,4%	-0,5%
Autres	1 866	1 847	2 037	10,3%	9,2%
Total M3	393 606	390 598	393 105	0,6%	-0,1%



Concours des banques locales à l'économie

Progression des crédits d'équipement et à l'habitat

en millions de F CFP	août-13	juil-14	août-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	122 468	114 091	113 118	-0,9%	-7,6%
Crédits d'équipement	65 121	71 774	72 713	1,3%	11,7%
Crédits à l'habitat	164 341	166 896	167 574	0,4%	2,0%
Autres crédits	61 505	62 298	64 531	3,6%	4,9%
Créances douteuses brutes	60 737	62 909	62 287	-1,0%	2,6%
Total Concours de Caractère Bancaire	474 173	477 968	480 223	0,5%	1,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	août-14	107,6	109,2	108,3	-0,8%	0,7%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	août-14	113,8	113,4	112,7	-0,6%	-0,9%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	août-14	1 105,0	1 749,7	1 724,5	-1,4%	56,1%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	août-14	11 866	15 233	13 001	-14,7%	9,6%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	août-14	1 901	3 759	2 152	-42,7%	13,2%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	août-14	69	86	157	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept-14	148	115	119	3,5%	-19,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août-14	468	493	492	-0,2%	5,1%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	août-14	1 765	2 241	1 985	-21,2%	12,5%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	août-14	2 550	3 341	2 817	-15,7%	10,4%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept-14	302	252	323	28,2%	7,0%
Personnes physiques en interdiction bancaire	août-14	2 878	2 746	2 748	0,1%	-4,5%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	août-14	805	1 245	1 095	-12,0%	35,9%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	août-14	107	146	167	14,9%	56,6%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	août-14	77	56	56	0,0%	-27,8%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	août-14	88	189	123	-34,9%	116,0%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	août-14	2	18	20	14,2%	ns
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	août-14	20	54	30	ns	ns
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	août-14	12	63	71	11,6%	ns
Tourisme						
Nombre de touristes	juil-14	17 289	14 650	17 656	20,5%	2,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	août-14	72,8%	70,3%	72,4%	2,1 pts	-0,4 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	août-14	57 655	60 171	60 103	-0,1%	4,2%
<i>Comptes sur livret</i>	août-14	92 582	93 323	92 653	-0,7%	0,1%
<i>Dépôts à terme</i>	août-14	69 005	68 892	68 177	-1,0%	-1,2%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	août-14	79 383	75 914	79 686	5,0%	0,4%
<i>Dépôts à terme</i>	août-14	45 518	47 462	48 300	1,8%	6,1%
Encours bancaires						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	août-14	76 526	72 997	72 538	-0,6%	-5,2%
<i>Crédits à l'habitat</i>	août-14	144 606	148 549	149 336	0,5%	3,3%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	août-14	39 885	34 074	33 820	-0,7%	-15,2%
<i>Crédits d'équipement</i>	août-14	56 126	63 474	17 565	-72,3%	-68,7%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE									
	taux		date d'effet						
taux de la facilité de dépôt	-0,20%		10/09/2014						
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%		10/09/2014						
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%		10/09/2014						

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	2,90%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	01/07/2014	0,15%	
taux de la facilité de prêt marginal	01/07/2014	0,40%	
taux de l'escompte de chèques	01/07/2014	0,40%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE									
taux d'intérêt en fin de mois									
	30/09/2014	29/08/2014	Var. M-1						
EONIA	0,1970%	0,1010%	+ 0,096 pt						
EURIBOR 1 mois	0,0070%	0,0670%	- 0,060 pt						
EURIBOR 3 mois	0,0830%	0,1630%	- 0,080 pt						
EURIBOR 6 mois	0,1830%	0,2640%	- 0,081 pt						
EURIBOR 12 mois	0,3380%	0,4340%	- 0,096 pt						
taux d'intérêt en moyenne mensuelle									
	sept.-14	août-14	Var. M-1						
TMO	1,5600%	1,6100%	- 0,050 pt						
TME	1,3600%	1,4100%	- 0,050 pt						
taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/09/2014	29/08/2014	31/07/2014	30/09/2014	29/08/2014	31/07/2014	30/09/2014	29/08/2014	31/07/2014
taux JJ	0,170%	0,170%	0,160%	0,044%	0,056%	0,056%	0,500%	0,375%	0,460%
3 mois	0,280%	0,350%	0,270%	0,116%	0,128%	0,130%	0,610%	0,730%	0,600%
10 ans emprunts phares	2,490%	2,330%	2,580%	0,520%	0,500%	0,540%	2,430%	2,370%	2,630%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2014)			
Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activités industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,79%
Prêts à taux fixe	4,85%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,72%
Prêts à taux variable	4,53%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,53%
Prêts-relais	5,19%	Découverts en compte	13,39%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,92%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,28%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,59%	Découverts en compte	13,39%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,47%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,8357	1 NZD/XPF	73,6207	1 HKD/XPF	12,2091	1 GBP/XPF	153,5208	
100 JPY/XPF	86,4034	1 AUD/XPF	82,6283	1 SGD/XPF	74,2898	100 VUV/XPF	97,8846	1 FJD/XPF	48,7965